

Une journée de honte!

Quelle suite donner aux territoires palestiniens occupés?

par Karin Leukefeld*



Karin Leukefeld

(Photo mad)

(CH-S) Rares sont les journalistes indépendants qui, à l'instar de Karin Leukefeld, suivent de près depuis des décennies la situation complexe au Proche-Orient et ses multiples ramifications internationales.

Le «plan de paix de Donald Trump», qui contredit la Charte des Nations Unies et les résolutions précédentes de l'ONU, peut-il être une chance pour une résolution pacifique du conflit à Gaza? Jugez par vous-même. Karin Leukefeld propose ici une analyse provisoire.

Le 17 novembre 2025, le *Conseil de sécurité des Nations Unies* a adopté à la majorité le «Plan de paix Trump» pour Gaza et le Moyen-Orient sous forme de la *Résolution 2803 du Conseil de sécurité*.¹ Seules les deux puissances disposant d'un droit de veto, la Chine et la Russie, se sont abstenues, ce qu'elles ont expliqué dans des déclarations séparées. Néanmoins, leur abstention a permis l'adoption du texte de la résolution présenté par les Etats-Unis. Lors de la présentation du texte, l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, *Mike Waltz*, avait menacé: «Chaque voix contre cette résolution est une voix pour le retour de la guerre.» Les Palestiniens n'ont pas été consultés.

La résolution a immédiatement été critiquée par deux des plus fervents défenseurs des droits



Gaza-ville, 15 décembre 2025.

(Photo Keystone/AP Photo/Jehad Alshrafi)

des Palestiniens aux Nations Unies. *Craig Mokhiber*, avocat spécialisé dans les droits de l'homme depuis plus de 30 ans et directeur de longue date du bureau new-yorkais du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,² a évoqué sur «X» (anciennement Twitter) une «terrible résolution américaine» qui a été adoptée avec 13 voix pour et deux abstentions. «Aucun membre du Conseil n'a eu le courage, les convictions ou le respect du droit international nécessaires pour voter contre cette monstruosité coloniale américano-israélienne», a déclaré Mokhiber. Le projet de résolution a été rejeté par la société civile palestinienne, les factions, les défenseurs des droits humains et du droit international partout dans le monde. Le 17 novembre 2025 est «un jour de honte pour les Nations Unies et pour les gouvernements du monde entier qui se sont inclinés devant l'empire américain et son violent Etat client israélien». La lutte pour la liberté des Palestiniens se poursuivra sans entrave, «avec eux ou sans eux».

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés (TPO), a salué dans son communiqué de presse du 19 novembre 2025 le fait que le Conseil de sécurité des Nations Unies se soit penché sur la situation des personnes dans la bande de Gaza.³ Elle s'est toutefois déclarée «profondément irritée. Malgré les horreurs des deux dernières années et la jurisprudence claire de la Cour interna-

* Karin Leukefeld a fait des études d'ethnologie ainsi que des sciences islamiques et politiques et a accompli une formation de librairie. Elle a travaillé dans le domaine de l'organisation et des relations publiques, notamment pour l'*Association fédérale des initiatives citoyennes pour l'environnement* (BBU), pour les *Verts allemands* (parti fédéral) et pour le Centre d'information sur le Salvador. Elle a également été collaboratrice personnelle d'un député du PDS au Bundestag (politique étrangère et aide humanitaire). Depuis 2000, elle travaille comme correspondante indépendante au Moyen-Orient pour différents médias allemands et suisses. Elle est également auteur de plusieurs livres sur son vécu dans les zones de guerre du Proche et du Moyen-Orient.

tionale de justice», le Conseil «ne s'est pas appuyé sur les dispositions juridiques qu'il est tenu de respecter: le droit international relatif aux droits humains, y compris le droit à l'autodétermination, les lois sur l'usage de la force, le droit international humanitaire et la *Charte des Nations Unies*». Au lieu de montrer «la voie vers la fin de l'occupation» et la garantie de la protection des Palestiniens, «la résolution risque de renforcer le contrôle externe sur la gouvernance, les frontières, la sécurité et la reconstruction de la bande de Gaza. La résolution trahit les personnes qu'elle est censée protéger.»

Perspective: la division de la bande de Gaza

Quelques semaines seulement après l'adoption de la *résolution 2803* néocoloniale du Conseil de sécurité des Nations Unies, on en sait davantage sur la façon dont le «Conseil de paix» présidé par le président américain *Donald Trump* envisage l'avenir de Gaza. Selon certaines informations, un plan visant à diviser la bande de Gaza serait en cours d'élaboration aux Etats-Unis.⁴

La ligne de démarcation serait la «ligne jaune», qui divise déjà la bande de Gaza en deux zones, l'une pour les Palestiniens et l'autre pour l'armée israélienne. Au-delà de cette «ligne jaune», une «zone verte» fortifiée serait créée sous «contrôle conjoint israélo-international». De l'autre côté de la «ligne jaune», une «zone rouge» serait créée pour les Palestiniens, qui vivraient là parmi les ruines et sans reconstruction significative, comme l'a rapporté le journal britannique «*Guardian*».⁵

Les Etats-Unis prévoient donc de créer des «communautés sécurisées alternatives» (ASC= alternative safe communities) dans les zones sous contrôle israélo-international. Il s'agit du «moyen le plus efficace pour que les gens puissent être hébergés le plus rapidement possible dans des bâtiments sûrs», a déclaré un porte-parole anonyme du ministère américain des Affaires étrangères à la chaîne d'information qatarie *Al Jazeera*.

Au-delà des cercles qui collaborent au projet pour des raisons politiques et économiques, des critiques s'élèvent, précisément parce que la construction de nouveaux logements n'est prévue que dans la partie de la bande de Gaza contrôlée par Israël, et non dans les zones où les quelque deux millions d'habitants de la bande de Gaza chassés par Israël vivent dans des conditions désastreuses. Le projet des «communau-



tés sécurisées alternatives» conduirait à une «division permanente» de la bande côtière, selon les critiques formulées dans les milieux arabes et européens.

L'équipe américaine estime que ce plan est judicieux, car il garantit la sécurité, un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires et une aide médicale. Cela incitera la population palestinienne à quitter les zones de la bande côtière contrôlées par le Hamas, tel est l'argument avancé. Et cela conduira à l'affaiblissement et à l'isolement du Hamas.

Ce concept est également connu dans la stratégie américaine de lutte contre l'insurrection sous le nom de «méthode Jakarta».⁶ Il s'agit d'un «programme anticomuniste» visant à détruire les mouvements et les partis gauchistes, nationaux et opposés aux intérêts américains, utilisé en Indonésie et dans divers pays d'Amérique latine contre les mouvements de gauche, socialistes et communistes. Comme l'a déjà décrit *Mao Tsé-Toung*, ces mouvements dépendent de la population civile, dont ils tirent essentiellement leurs recrues, tout comme les poissons dépendent de l'eau.

Pour détruire un tel mouvement, il faut lui retirer l'eau dans laquelle il vit, c'est-à-dire la population. Cette lutte contre l'insurrection, souvent pratiquée par les Etats-Unis et leurs alliés, a toujours été et reste dirigée contre la population civile. Israël fait partie des partenaires américains qui utilisent précisément cette méthode contre

les organisations armées de «l'axe de la résistance» que sont le Hamas, le Hezbollah, le mouvement houthi ou dans des pays comme l'Irak, la Syrie et l'Iran.

Au Liban, la «doctrine Dahiye» aurait déjà été appliquée pendant la guerre de 2006,⁷ selon l'armée israélienne. A l'époque, l'armée de l'air israélienne avait lancé des attaques massives contre la banlieue sud de Beyrouth, appelée Dahiye, qui se trouve «en dehors» des limites de la ville et est principalement habitée par des partisans et des membres du Hezbollah. Israël a répété le même concept lors de la guerre de 2014 contre Gaza, puis à nouveau en 2024 contre le Liban et le Hezbollah. Ce sont principalement des immeubles d'habitation qui ont été attaqués afin de chasser la population civile. Une sorte de punition pour avoir soutenu la résistance, le Hezbollah.

La guerre contre la population, comme dans la bande de Gaza, est une stratégie déclarée de l'armée israélienne, comme l'a répété à plusieurs reprises le ministre israélien de la Défense, *Israel Katz*. Début octobre 2025, Katz menaçait encore la population de la ville de Gaza de destruction. Si elle ne quittait pas immédiatement la ville, elle serait considérée comme terroriste et soutenant le terrorisme, et serait attaquée.

Une division comme celle de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale

Les mesures de construction dans les zones de la bande de Gaza contrôlées par Israël sont principalement menées par *Jared Kushner*, le gendre du président américain. Kushner est agent immobilier et avait déjà publiquement envisagé, début 2025, des projets touristiques pour la bande de Gaza. Les dix complexes résidentiels au moins conçus par son équipe sont destinés à accueillir «temporairement» 250 000 Palestiniens. La sélection des familles palestiniennes serait soumise à un contrôle strict afin d'empêcher les collaborateurs du gouvernement du Hamas ou leurs proches de bénéficier d'un tel logement.

La publicité met en avant l'éducation, le travail et des soins médicaux efficaces. Il est probable que l'armée israélienne ne se retirera pas de la région tant que le Hamas – dans la «zone rouge» – ne sera pas désarmé. Selon certaines informations, les entreprises impliquées auraient déjà commencé les travaux de déblaiement et de nivellement dans la zone de la bande de Gaza contrôlée par Israël.

A ce jour, seuls l'Azerbaïdjan et l'Indonésie se sont portés volontaires pour faire partie de la force internationale de protection prévue. Cependant, ils ne souhaitent assurer que la sécurité des «couloirs humanitaires», le déminage et, si nécessaire, protéger les «communautés sécurisées alternatives» dans la partie de la bande de Gaza contrôlée par l'armée israélienne. L'Egypte et la Jordanie ont formé, avec l'aide de l'UE, environ 5000 policiers palestiniens. Mais Israël refuse leur intervention, craignant que cela ne crée un lien entre la bande de Gaza et la Cisjordanie occupée par Israël.

Le plan Kushner, qui prévoit une reconstruction uniquement dans la partie de la bande de Gaza contrôlée par Israël, est rejeté principalement par les pays arabes. Selon un rapport, des diplomates occidentaux mettent également en garde contre une division de la bande de Gaza et rappellent la division de la capitale allemande Berlin après la Seconde Guerre mondiale. Ils mettent en garde contre une «berlinification» de Gaza, selon un rapport du *Soufan Center*.⁸

Si les travaux d'extension s'éternisent et que l'armée israélienne ne se retire pas, il deviendra de plus en plus difficile, avec le temps, d'imposer le retrait des forces armées israéliennes et de réunifier la bande de Gaza.

Les moyens de subsistance

des Palestiniens restent durablement détruits

Selon le ministère palestinien de la Santé (Gaza), 347 Palestiniens ont été tués par des attaques israéliennes depuis le début du «cessez-le-feu» entre le Hamas et Israël, indique le rapport n° 199 de l'*Agence des Nations Unies pour le secours aux réfugiés palestiniens (UNRWA)*.

Le rapport compile des données sur la période du 24 au 30 novembre 2025.⁹ Les organisations des Nations Unies compilent régulièrement ces rapports sur la bande de Gaza, la Cisjordanie occupée et Jérusalem-Est occupée. 889 Palestiniens auraient été blessés par les attaques de l'armée israélienne. 596 corps ont été retirés des décombres de la bande côtière dévastée. Le 24 novembre 2025, une école de l'UNRWA dans le camp de réfugiés de Jabalia a également été endommagée lors d'une attaque menée par un quadrioptère de l'armée israélienne. L'école était devenue un camp d'urgence pour les réfugiés, mais personne n'a été blessé.

L'*Organisation des Nations Unies pour les femmes* a déclaré que la situation était extrême-

ment difficile pour les femmes, d'autant plus que plus de 57 000 d'entre elles devaient subvenir seules aux besoins de leur famille après avoir perdu leur mari et leurs fils. Les prix sont élevés, les femmes n'ont aucun revenu et doivent faire face à la faim, à la peur, à des déplacements répétés et à un hiver froid, tempétueux et humide. Les abris d'urgence n'offrent guère de protection aux personnes. La plupart des habitants de Gaza vivent dans des logements totalement inadéquats, poursuit le rapport n° 199 de l'UNRWA. Ils vivent dans des tentes, des tentes de fortune, sous des bâches et parfois dans les décombres de bâtiments gravement endommagés.

L'UNRWA aide à approvisionner les 32 abris d'urgence situés dans d'anciennes écoles de l'UNRWA à Khan Younis et au centre de la bande de Gaza. Il faut pomper l'eau, nettoyer les canalisations bouchées. Les tentes doivent être réparées, des bâches sont distribuées aux familles. Malgré la grande détresse, les activités de l'UNRWA continuent d'être entravées, indique le rapport.

Israël bloque les points de passage frontaliers, de sorte que les biens de première nécessité ne peuvent être acheminés en quantité suffisante vers la population.

Pourtant, les gens ne baissent pas les bras. Plus de 50 000 enfants participent à des cours proposés dans la bande de Gaza. Des services de santé sont proposés et cinq établissements médicaux sont en activité dans la ville de Gaza. Ceux-ci peuvent prendre en charge jusqu'à 1800 patients par jour. En novembre, les campagnes de vaccination des enfants ont touché 15 895 enfants. L'UNRWA, aux côtés de l'UNICEF et de l'OMS, a déployé 32 équipes (sur un total de 141) et a pu vacciner 4624 enfants au cours de la dernière semaine de novembre. Cela représente environ 28% de tous les enfants participant au programme de vaccination.

Torture systématique des prisonniers palestiniens

Dans un rapport complet destiné au *Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme* sur la situation des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, les experts du Comité contre la torture des Nations Unies ont porté de graves accusations contre le système pénitentiaire israélien.¹⁰ Ils ont constaté «la torture systématique de prisonniers palestiniens». Une accusation déjà portée par des cen-

taines d'enfants, d'adolescents, de femmes et d'hommes palestiniens libérés.

Le *Centre palestinien pour les droits de l'homme* (PCHR) a recueilli des témoignages bouleversants après la récente libération de centaines de prisonniers palestiniens des prisons et camps de détention israéliens.¹¹ Le 10 novembre 2025, le PCHR a publié une sélection de témoignages d'une femme et de trois hommes qui ont été soumis à des tortures sexuelles pendant leur détention. Ils ont été violés, déshabillés de force, filmés et photographiés pendant les tortures. Des bouteilles et des matraques ont été utilisées pour les torturer, et des chiens apparemment dressés ont été lancés à l'attaque des hommes. La femme a rapporté avoir subi plusieurs viols directs par des soldats israéliens pendant deux jours, alors qu'elle était dénudée, allongée sur le ventre et les bras attachés à un cadre de lit.

L'objectif de la torture sexuelle dans les prisons israéliennes est l'humiliation psychologique délibérée de la dignité humaine des victimes, dont l'identité personnelle doit être détruite. Les personnes concernées avaient été arrêtées dans la bande de Gaza sans qu'aucune accusation ne leur soit portée. La femme a été arrêtée alors qu'elle passait un barrage de police israélien, un homme a été arrêté à l'hôpital *Al Shifa*, où il se trouvait avec ses fils.

Les auteurs sont des soldats des forces armées israéliennes. Le PCHR souligne qu'il ne s'agit pas d'incidents isolés ou ponctuels, mais que des centaines de témoignages ont révélé l'existence d'une politique de torture systématique dans les prisons et les camps de prisonniers israéliens. Selon le PCHR, cette politique est directement liée au génocide de plus de deux millions de Palestiniens dans la bande de Gaza. Des milliers de prisonniers de la bande de Gaza auraient été détenus et torturés pendant des mois dans des prisons et des camps militaires. Ces installations ne seraient pas accessibles aux commissions d'enquête internationales, y compris au *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR).

Source: <https://globalbridge.ch/ein-tag-der-schande/>, 6 décembre 2025

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ [https://docs.un.org/en/S/RES/2803\(2025\)](https://docs.un.org/en/S/RES/2803(2025))

² <https://x.com/CraigMokhiber oder https://www.activism.org/wp-content/uploads/2025/11/UN-Resolution-zu-Gaza-%E2%80%93-%E2%80%98Graeuelstat-warnt-Ex-UN-Menschenrechtschef-Craig-Mokhiber.docx.pdf>

- ³ <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/11/un-security-council-resolution-violation-palestinian-right-self>
- ⁴ <https://www.aljazeera.com/news/2025/11/27/us-appears-to-back-plan-to-divide-gaza-rebuild-israeli-controlled-side>
- ⁵ <https://www.theguardian.com/world/2025/nov/14/us-military-plan-divided-gaza-green-zone>
- ⁶ <https://www.woz.ch/2320/die-jakarta-methode/dem-fisch-das-wasser-entziehen/!NSD5EY9YX9AN>
- ⁷ <https://imeu.org/resources/resources/explainer-the-da>

- ⁸ [hiya-doctrine-israels-use-of-disproportionate-force/175](https://thesoufancenter.org/intelbrief-2025-december-1/)
- ⁹ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-199-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>
- ¹⁰ <https://www.ohchr.org/en/meeting-summaries/2025/11/experts-committee-against-torture-command-israels-initiative-frontline>
- ¹¹ <https://pchrgaza.org/pchr-documents-testimonies-of-systematic-rape-and-sexual-torture-in-israeli-detention-against-released-palestinian-detainees/>